



ECLAIRAGES vendredi 14 janvier 2011

Les trois principaux reproches faits à Philipp Hildebrand

W. B.

Le président de la direction générale de la Banque nationale suisse (BNS) doit affronter plusieurs critiques de fond émanant des milieux bancaires et d'une partie de la droite de l'échiquier politique.

Achat massif d'euros

La Banque nationale, très fortement à partir de mai 2010, a acheté des euros contre des francs suisses pour tenter de freiner le renforcement du franc suisse et stabiliser le cours du franc à 1,40 pour un euro. A fin juin 2010, les réserves de devises de la BNS avaient plus que doublé pour atteindre 226,7 milliards de francs. L'opération s'est révélée inefficace à court terme puisque le cours de l'euro a continué à chuter face au franc suisse pour atteindre aujourd'hui 1,28. La BNS voulait-elle ainsi soutenir l'industrie d'exportation? Cette intention n'était que collatérale. La Banque centrale désireait surtout, comme l'a expliqué Philipp Hildebrand, écarter les risques de déflation et d'augmentation du taux de chômage qui aurait pu atteindre 8%. La stabilité des prix, qui est un des deux mandats exprès de l'institution, est maintenue avec une inflation au-dessous de la barre des 2%, et une prévision BNS de 0,4% en 2011 et de 1% en 2012. L'intervention massive de la BNS sur le marché des devises entraîne de fortes pertes de change. Celles-ci se sont élevées à 21 milliards de francs à fin septembre, et 10 milliards de francs devraient s'ajouter au quatrième trimestre.

De l'argent jeté inutilement par les fenêtres? C'est la critique adressée à Philipp Hildebrand.

Refinancement du FMI

Philipp Hildebrand s'est fortement mobilisé pour que le pouvoir politique accorde, via les réserves de la BNS, une garantie de crédit de 16,5 milliards de francs au Fonds monétaire international (FMI) pour pallier la faiblesse économique de certains pays européens. Cette forme de solidarité est jugée excessive par une partie de la droite parlementaire.

Davantage de pouvoir

Philipp Hildebrand estime que la BNS, pour éviter une nouvelle crise financière, doit pouvoir accéder directement à des informations bancaires, notamment liées au marché hypothécaire, et disposer de compétences de décision «macroprudentielles» qui sont actuellement en main de l'organe de surveillance

des marches (rumeurs), ses detracteurs ont eu a l'abus de pouvoir,
par ailleurs hors mandat de la BNS.

W. B.
